

## Questions orales

## LA NAVIGATION

## LE CABOTAGE—LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI DÉCOULANT DU RAPPORT DARLING

[Français]

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Est-ce que le ministre a l'intention de présenter un projet de loi afin de mettre en pratique une recommandation du rapport Darling de 1970 au sujet du cabotage, au Canada, qui devrait être réservé aux seuls bâtiments battant pavillon canadien?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, j'espère que, très bientôt, le cabinet établira la politique du gouvernement canadien à ce sujet.

\* \* \*

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

## LE DÉFICIT DE LA CAISSE ET L'OCTROI DE MANDATS PAR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

[Traduction]

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme la loi sur l'assurance-chômage prévoit une limite statutaire de 800 millions de dollars, le ministre dirait-il à la Chambre s'il accusait un déficit en septembre et octobre au moment où il a demandé au Gouverneur général un premier mandat?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, avant de répondre, j'aimerais avoir une opinion juridique sur la définition du mot «déficit» au regard de cette question.

**Une voix:** Vous en avez sûrement besoin.

**L'hon. M. Andras:** Je n'essaie pas d'esquiver la réponse. J'aimerais tout simplement saisir exactement la portée des mots du député pour pouvoir lui répondre.

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, je puis peut-être venir en aide au ministre. Tout ce que je veux savoir, c'est si le gouvernement avait, en fait, dépensé les 800 millions de dollars autorisés par la loi au moment où le ministre a demandé un mandat du gouverneur général? C'est une question claire et simple.

**L'hon. M. Andras:** Monsieur l'Orateur, le plafond de 800 millions de dollars devait être appliqué aux avances consenties à la Commission d'assurance-chômage en attendant la rentrée des cotisations des employeurs et des employés et la détermination des coûts des prestations d'assurance-chômage au-delà de 4 p. 100. Le total de ces chiffres ne peut être déterminé avant le mois d'avril de l'année suivante. A la fin, les avances ont dépassé le plafond de 800 millions de dollars fixé par la loi, et nous avons demandé un mandat du gouverneur général à cette fin.

**M. Baldwin:** Illégalement.

[M. l'Orateur.]

**M. Alexander:** Le ministre, je m'en réjouis, vient de vendre la mèche. Nous dirait-il maintenant si les primes fixées pour les employeurs et les employés étaient suffisantes pour éponger les coûts du programme jusqu'au 31 décembre?

**L'hon. M. Andras:** Monsieur l'Orateur, le fait est que les contributions des employés et des employeurs pour l'an dernier étaient insuffisantes pour garnir la caisse, d'ailleurs je l'ai annoncé en décembre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**M. Alexander:** J'ai une dernière question supplémentaire à poser.

**M. l'Orateur:** Le député a posé trois questions supplémentaires sur le même sujet. Je vais lui accorder la parole pour qu'il pose une dernière question supplémentaire; après quoi, je donnerai la parole au député du Yukon. Il faut essayer d'avancer un peu.

**M. Alexander:** Je vous remercie beaucoup, monsieur l'Orateur. En raison de l'importance que revêt cette question, je sais que la Chambre voudra que j'obtienne le plus de renseignements possible.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Alexander:** Le ministre voudrait-il répondre à la question suivante: Le montant demandé par voie de mandats du Gouverneur général couvre-t-il tous les coûts jusqu'au 31 décembre? Sinon, prépare-t-il de nouvelles prévisions budgétaires à l'égard de nouveaux coûts?

**L'hon. M. Stanfield:** Il lui faut consulter ses avocats avant d'y répondre.

**L'hon. M. Andras:** Monsieur l'Orateur, je préfère étudier cette affaire...

**L'hon. M. Hees:** Il vous faudrait scruter tout votre ministère.

**L'hon. M. Andras:** ... très soigneusement et obtenir l'avis de spécialistes, plutôt que de donner des renseignements incomplets.

**M. Alexander:** Vous n'avez qu'à démontrer que la Caisse d'assurance-chômage est en piteux état.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

## LE DÉPÔT DES MANDATS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

**M. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au président du Conseil du Trésor. Puisque la question sera peut-être renvoyée au comité et étant donné que les mandats dont nous avons parlé n'ont pas été déposés à la Chambre—je sais que le gouvernement doit les déposer dans les 15 jours après le début de la session—le ministre verra-t-il à ce qu'ils soient déposés lundi afin que les députés soient pleinement renseignés?